Femmes en noir

Stéréotypes de genre dans les Black blocs

par Émeline Fourment

Derrière le drapeau noir des black blocs, se trouve une moitié de femmes. Qu’elles défilent ou montent au créneau, elles se revendiquent comme sujets politiques. Mais les solidarités qui soudent ces groupes libertaires ne garantissent pas l’égalité, et les militantes n’ont pas fini de lutter.

Un jeune homme vêtu de noir, le visage masqué d’un foulard, le corps tendu et légèrement penché en arrière, prêt à lancer un objet, telle est la représentation du participant à un black bloc (cortège de militants vêtus de noir) dans l’imaginaire collectif. Cette attitude combative, ces muscles en action et ce geste déterminé font de lui tant une icône révolutionnaire que le sujet d’une fascination-répulsion médiatique. Jamais on ne pense à ce que les participants des black bloc font la plupart du temps : défiler sans exercer de violence physique. Jamais non plus on n’envisage que ce corps s’élançant pour toucher sa cible pourrait être celui d’une femme, alors même qu’elles peuvent représenter jusqu’à 50 % des participants[[1]](#footnote-1). Qu’il soit décrié ou célébré, le black bloc est associé à une violence politique virile et débridée. Il apparaît également comme un objet insaisissable, sa masse noire étant capable de disparaître aussi vite qu’elle est apparue, en deux ou trois changements de vêtements.

Derrière le black bloc, le genre

Les chercheurs qui ont jusqu’ici travaillé sur les black blocs se sont soit intéressés à leur esthétique et aux images médiatiques qu’ils produisent[[2]](#footnote-2), soit penchés sur le sens que les participants des black blocs donnent à cette pratique. Sur ce dernier point, le travail de Francis Dupuis-Déri constitue le travail le plus fourni. Si ces différentes approches ont de nombreux mérites, elles n’appréhendent pas les black blocs dans toute leur profondeur sociale. On en apprend relativement peu sur les militants qui les composent, leurs interactions ou leurs pratiques. Seul le travail de maîtrise de Geneviève Vaillancourt sur la division genrée du travail militant dans les black blocs montréalais[[3]](#footnote-3) laisse entrevoir la réalité matérielle de cette tactique et, surtout, le travail d’organisation qu’elle implique, avant, pendant et après les manifestations. Approcher les black blocs sous l’angle du genre apparaît en effet comme une bonne manière de les démystifier, d’interroger l’idée selon laquelle leurs actions seraient spontanées, non organisées, mais aussi de montrer combien ils s’inscrivent dans la société dans laquelle ils apparaissent : les black blocs n’échappent de fait pas aux rapports de genre qui traversent l’ensemble des sphères sociales.

Je me concentrerai ici sur des femmes féministes qui participent aux black blocs. J’ai pu rencontrer et suivre plusieurs de ces militantes lors de trois terrains ethnographiques portant sur le féminisme libertaire à Göttingen (Allemagne) de 2013 à 2014, à Berlin de 2015 à 2016 et à Montréal de février à août 2017. À l’image de ce qui est souvent observé à propos des militants d’extrême gauche[[4]](#footnote-4), ces féministes libertaires disposent d’un haut niveau de diplôme (quand elles ne sont pas étudiantes ou lycéennes, elles sont majoritairement titulaires d’un niveau master tandis que les doctorantes et docteures sont surreprésentées). La plupart d’entre elles sont issues de familles de classe moyenne et il n’est pas rare que leurs parents se soient eux-mêmes engagés dans une association, un syndicat ou un parti. Il existe néanmoins une différence notable entre mes terrains allemands et montréalais : les militantes québécoises rencontrées sont plus souvent issues des classes moyennes inférieures, voire des classes populaires, que les militantes allemandes. Par ailleurs, on trouve parmi elles plus de petites artisanes et d’employées que sur mes terrains allemands. Enfin, la majorité de ces militantes a moins de 40 ans et toutes sont insérées dans le réseau militant libertaire de leur ville.

Qu’est-ce qu’un black bloc ?

L’expression « black bloc », traduction anglaise de *Schwarzer Block* (cortège noir), est apparue en Allemagne en 1980 à la fois dans les discours militants, médiatiques et policiers. Elle est venue désigner une nouvelle tactique employée par les autonomes allemands pour contrer les tentatives policières d’expulsions de squats ou d’occupations de terrain. Cette tactique visait à garantir l’anonymat de celles et ceux qui l’utilisaient. Les autonomes étaient alors vêtus d’une veste en cuir noir, d’une cagoule et de casques de motos, tenue qu’ils ont progressivement remplacée par un pull-kangourou à capuche noir et un foulard noir venant masquer leur visage. Le black bloc reste jusqu’à aujourd’hui une tactique de manifestation caractérisée par cette tenue. Elle est surtout utilisée par des libertaires, soit des militants anticapitalistes, opposés à l’État et à toute forme de hiérarchie. Si l’on peut avoir l’impression d’une uniformisation vestimentaire, des différences significatives peuvent s’observer au sein des cortèges : les femmes troquent souvent le pantalon noir pour un leggins et une mini-jupe noire qui facilitent les mouvements, mais qui constituent aussi des marqueurs de genre, tandis que les plus équipés (majoritairement des hommes) disposent d’un pull imperméable, de lunettes de soleil, de protections en cas de chute ou de coups, de drapeaux au manche court et large (pouvant servir de bâton) ou de fumigènes et de pétards (pour le décorum).

La tactique du black bloc étant née en Allemagne, c’est aussi là qu’elle est la plus utilisée et rassemble le plus de monde. On peut d’ailleurs distinguer plusieurs types de blacks blocs dans ce pays. Certains prennent la forme de petites manifestations, rassemblant quelques centaines de personnes, marchant d’un pas rapide et en rangs serrés (les militants forment des chaînes), entourés de banderoles larges et hautes qui viennent fermer le bloc à l’avant et sur les côtés.

D’autres rejoignent une plus grande manifestation, qui n’implique pas que des libertaires, et se retrouvent alors en tête (c’est souvent le cas lors des blocages de manifestations néonazies) ou, au contraire, en queue (notamment lors des mobilisations contre-sommet) de cortège. Lorsqu’ils rassemblent plus de monde, seuls les premiers rangs des black blocs sont formés, le reste des participants formant un essaim moins structuré. Cette dernière forme de black bloc est celle qui s’est le plus diffusée en dehors d’Allemagne, à la faveur du mouvement altermondialiste[[5]](#footnote-5). Au Québec, la mobilisation contre le Sommet des Amériques de 2001 marque le début de la pratique du black bloc, qui sera ensuite réactualisée lors du Sommet du G20 de Toronto en 2010, des grèves étudiantes de 2012 et 2015, mais aussi lors de plus petites manifestations montréalaises, telles que celles du 15 mars (contre les violences policières) et du 1er mai.

Quelle que soit sa forme, un black bloc est toujours constitué de plusieurs groupes affinitaires, c’est-à-dire des groupes d’environ six militants libertaires, par ailleurs amis, qui se coordonnent entre eux (on ne rejoint pas un black bloc seul). Plus le cortège est petit, plus les différents groupes affinitaires se connaissent entre eux, mais il n’est pas rare que les militants ne connaissent que les membres de leur groupe au sein du black bloc. Selon Francis Dupuis Déri, ce fonctionnement par petits groupes favorise une prise de décision autonome et rapide. On ajoutera qu’il assure également la sécurité des manifestants qui, ainsi, ne sont jamais isolés. Les participants aux black blocs font de la violence politique un élément clé de leur imaginaire révolutionnaire, valorisant alors la prise de risque et le geste violent. Paradoxalement cependant, ils miment plus souvent la violence qu’ils ne l’exercent. Mes observations témoignent en effet d’un recours relativement rare à la violence physique. Ceci corrobore les résultats des études sur le maintien de l’ordre, qui montrent qu’une émeute n’est jamais le seul fait des manifestants : l’émergence de la violence physique en manifestation est le fruit d’une interaction entre manifestants et forces policières, et dépend donc tout autant de la détermination des premiers que de la décision des seconds d’opter pour une stratégie d’escalade (contre une stratégie de négociation)[[6]](#footnote-6).

Lorsque les participants des black blocs ne font pas usage de la violence physique, ils n’en adoptent pas moins une attitude martiale et aiment créer une atmosphère de trouble, permise notamment par l’explosion de pétards ou l’allumage de fumigènes. Cette dimension symbolique se retrouve par ailleurs dans l’usage de la violence physique. Tout d’abord, cette violence apparaît relativement contrôlée puisqu’elle cible d’abord des biens spécifiques (devantures de banques, d’entreprises internationales, symboles du pouvoir étatique). Ensuite, les lancés d’objets sans cible atteignable sont récurrents, si bien que l’on peut se demander si les manifestants ne cherchent pas plus à produire des images de contestataires déterminés qu’à exercer réellement la violence, la présence de la presse jouant là un rôle essentiel. Enfin, il est important de noter que les participants des black blocs subissent aussi des violences, la douleur des coups et la sensation d’étouffement (due aux gaz lacrymogènes ou aux mouvements de foule), faisant partie intégrante du vécu du black bloc et de la mise en récit dont il fait l’objet par les militants. Plus souvent symbolique que physique, la violence participe ainsi d’un romantisme révolutionnaire qui héroïse les individus capables de démontrer leur détermination politique et leur radicalité en exposant leur corps (au danger).

Un sentiment de puissance

Participer à un black bloc peut faire peur aux manifestants, être source de souffrance, mais aussi conférer un sentiment de puissance qu’ils et elles ressentent rarement au quotidien. Il semble relativement indépendant du passage à l’acte violent, plusieurs militants m’ayant expliqué que le seul fait de se vêtir de noir et de se masquer pour défiler avec leurs camarades suffisait à le créer. Ce dernier demeure néanmoins plus fort lorsqu’ils et elles ont été exposés à un risque de coup, d’arrestation ou à une sensation d’étouffement, et qu’ils et elles s’en sont sortis.

L’aspect collectif de l’expérience du black bloc joue ici un rôle déterminant. La puissance ressentie n’est en effet pas une puissance d’agir individuelle. Elle est éminemment collective en tant qu’elle est le produit de l’ensemble des solidarités qui se nouent dans un black bloc durant une manifestation. Concrètement, ces solidarités signifient qu’au sein d’un même groupe affinitaire, l’on ne se sépare pas, l’on veille à ce que tout le monde suive le mouvement et donc, que l’on ne prenne aucune décision seul. Par ailleurs, un black bloc est organisé de façon à protéger les personnes qui le composent des arrestations individuelles ciblées : les militants forment des chaînes et tendent des banderoles à l’avant et de part et d’autre du cortège pour rendre plus difficile l’accès physique, mais aussi visuel, au cortège ; la masse noire anonyme qu’ils constituent permet à une personne spécifiquement visée par la police de disparaître en plongeant au milieu du cortège ; cette même personne peut aussi compter sur les autres pour faire bloc autour d’elle le temps qu’elle change de vêtements, assise par terre, protégée par plusieurs rangées de militants ; enfin, des actions collectives peuvent être lancées pour « désarrêter » une personne. Cette solidarité vaut aussi pour les actions plus offensives : derrière une personne qui tague ou brise une vitrine, plusieurs autres font le guet ou s’interposent comme boucliers humains ; de même, une première ligne ne peut percer un barrage policier sans la force de poussée des lignes de militants qui se sont formées derrière elle. Enfin, on retrouve ce soutien mutuel en cas de difficulté : une personne qui trébuche sera relevée et des *street medics* interviendront pour donner les premiers soins à quiconque en aurait besoin. Cette solidarité est par ailleurs maintenue en cas d’arrestation : en Allemagne, un numéro d’avocat est communiqué en début de manifestation à tous les participants qui se l’écrivent à même le bras pour ne pas le perdre ; cette défense collective est aussi assurée via un suivi des procédures judiciaires qui implique des levées de fonds pour les frais de justice et, dans les cas les plus graves, le maintien du contact avec les militants incarcérés.

L’expérience du black bloc constitue donc également une expérience de solidarité collective, elle-même source d’un sentiment de puissance. Or, cette caractéristique est au cœur de la réappropriation féministe de cette tactique par les femmes des black blocs que j’ai pu observer à Göttingen et Montréal. Ces militantes ont un positionnement original en ce qu’elles se distinguent de la majorité du mouvement féministe qui refuse tout usage, même symbolique, de la violence[[7]](#footnote-7). De nombreuses féministes considèrent en effet que la pratique du black bloc relève d’une vision masculine, parce que centrée sur la violence, de la politique. Pour leur part, les féministes des black blocs récusent cette idée, qu’elles voient comme une naturalisation de l’assignation de la violence aux hommes, et du pacifisme aux femmes. Ces militantes comprennent leur pratique du black bloc comme une réappropriation, en tant que femmes, de qualités traditionnellement associées au masculin (la combativité, le sang-froid, la capacité à se battre). Elles considèrent en effet l’expérience de cette tactique comme une source de puissance libertaire et féministe, l’usage de la violence, que cette dernière soit réelle ou signifiée, constituant alors une façon de s’affirmer face aux hommes, collectivement et individuellement.

Collectivement tout d’abord, elles revendiquent un accès à l’exercice de la violence politique et à la prise de risque, qui leur est largement refusé par leurs camarades masculins (qui n’hésitent pas à les pousser sur le côté en cas d’affrontement). En s’organisant en groupe de femmes, elles cherchent à établir un rapport de force interne au black bloc, de façon à s’imposer comme des actrices politiques majeures. Cette revendication féministe de l’usage de la violence peut être comprise comme une affirmation par ces femmes de leur qualité de sujet politique. La violence est en effet souvent au cœur même de la définition du jeu politique, compris comme une lutte pour l’imposition du monopole de la contrainte physique légitime. En même temps, les femmes qui exercent la violence politique se sont vu historiquement dénier la conscience de leurs actes : on les a jugées folles, virilisées, éperdument amoureuses d’un militant violent et/ou sous l’emprise de la domination masculine (qu’on songe à Louise Michel ou Ulrike Meinhof)[[8]](#footnote-8). Or cette non-reconnaissance de la participation des femmes à ce type de violence a fait partie intégrante de leur relégation en tant qu’actrices politiques[[9]](#footnote-9).

Individuellement ensuite, il est frappant de voir la façon dont ces militantes tissent un lien entre l’expérience du black bloc et la vie quotidienne, en particulier dans leurs rapports avec les hommes. À Göttingen, une militante m’expliquait que le sport de combat qu’elle pratiquait dans le cadre de son militantisme, en préparation à des actions directes, lui était utile aussi « dans le privé » : « si le mec a 30 kg de plus que toi, tu ne peux pas te défendre, mais si tu as la technique, alors c’est différent. C’est comme en soirée. Et alors tu as un autre ressenti de ton corps, tu penses autrement, tu as du courage ». De même, à Montréal, un groupe de féministes actives dans les black blocs publiait en 2016 un texte dans lequel une femme décrivait la façon dont elle s’était battue contre un homme qui l’avait agressée dans la rue[[10]](#footnote-10). La pratique du black bloc est ainsi indissociée d’un renforcement de la confiance en soi et en ses capacités de défense.

Des tâches de solidarité assignées aux femmes

Tous les participants à un black bloc ne jouent pas les mêmes rôles. Un black bloc nécessite un travail d’organisation de coordination, travail qui se poursuit après les manifestations lorsque des procédures judiciaires sont en cours. Or, la répartition de ces tâches s’avère très genrée : si les actions directes sont surtout le fait d’hommes, les femmes sont majoritairement en charge des rôles de *street medics*, de boucliers humains et d’appuis à ces actions directes. Ce sont aussi surtout elles qui ravitaillent leurs groupes affinitaires en nourriture et vêtements de rechange. Enfin, ce sont elles qui font le travail de suivi des procédures judiciaires consistant à lever des fonds, assister aux procès et maintenir le contact avec les incarcérés. Les femmes sont donc majoritairement en charge de la solidarité sur laquelle repose les black blocs. *A contrario*, il n’est pas rare qu’un homme décide d’aller seul à l’affrontement, entraînant avec lui l’ensemble de son groupe d’affinité ; s’il déroge dans ce cas à la fois au principe de la prise de décision au consensus et de la solidarité collective tout en exposant le reste de son groupe à un potentiel danger, son comportement n’en sera pas moins valorisé comme un signe particulier de courage et de détermination. La prise de risque individuelle demeure en effet un critère de distinction militant dans les milieux libertaires, critère que seules de rares femmes parviennent à remplir.

Cette répartition genrée des rôles est en partie définie en amont des manifestations, en partie dans l’interaction, durant la manifestation. La scène suivante est un bon exemple de la façon dont les femmes peuvent se voir déposséder du rôle de premier plan qu’elles avaient réussi à négocier en amont (en l’occurrence, le maintien d’une banderole latérale) lors d’une confrontation avec la police :

1er juin 2013, tentative de blocage d’une marche néonazie à Wolfsburg :

Nous sommes quatre, dont trois filles, et nous tenons ensemble la banderole latérale droite. L’homme qui nous accompagne est à l’arrière. Une ligne de policiers nous barre le passage. Un homme très grand surgit à côté de nous en criant très fort « alerta alerta, antifascista ! » (le slogan s’adresse à la police). Il prend notre banderole d’autorité et se place devant nous, de façon à être en tête de cortège, à la jonction de la première ligne. Il marche vite, se montre menaçant (grands gestes, signes envers la police). Plusieurs policiers l’interpellent, l’échange est vif, un policier s’empare de son poing serré autour du coin de la banderole comme s’il voulait lui écraser les doigts. Tout le monde crie : « ééééh ! ». Des hommes du centre du bloc mettent des coups de poing dirigés vers les policiers à travers la banderole, entre Sophie et moi. Les policiers essaient de sortir le militant du bloc. Tout le monde, nous (les trois filles) les premières, se presse contre lui pour le retenir par ses habits, à l’aide des chaînes humaines. Dès que les policiers relâchent la pression, le militant se laisse tomber au milieu du bloc pour se fondre dans la masse noire. Il réapparaît en plein milieu, toujours repérable du fait de sa grande taille, mais inatteignable.

Cette scène correspond à l’une des nombreuses situations observées dans lesquelles un homme décide d’aller seul à la confrontation pour bénéficier ensuite de la solidarité des autres militants du bloc lorsqu’il se trouve en difficulté. Ceci dit, on y voit surtout la façon dont le face à face avec la police, et donc l’éventualité de la confrontation, remet en cause la position tenue par trois femmes sur un bord latéral. Dans la scène décrite, ce sont des hommes qui prennent l’initiative des différents gestes offensifs. À l’inverse, quand les policiers durcissent le ton, tout le bloc se mobilise pour empêcher l’arrestation du militant ciblé. Les femmes jouent là un rôle de premier plan puisque ce sont elles qui forment le premier maillon de la chaîne qui le retient. Elles assurent ainsi le rôle protecteur qui incombe à la banderole latérale. Cette série d’interactions est tant révélatrice de la facilité avec laquelle les hommes des black blocs réassignent les femmes à un rôle secondaire, que de l’aisance avec laquelle les femmes endossent ce rôle (elles auraient pu frapper du poing à travers la banderole).

Les hommes des black blocs peuvent-ils faire la cuisine ?

Cette division genrée des rôles et des tâches au sein des black blocs est source de discussions et conflits dans les milieux libertaires. Concrètement, elle amène les femmes à revendiquer le droit de former la ou les premières lignes, voire à organiser des manifestations non-mixtes de femmes en black bloc. Lorsqu’elles parviennent à le faire, ces militantes en sont particulièrement fières : des femmes de Montréal brandissent par exemple régulièrement la photographie de la fois où elles ont pu tenir une première ligne le 1er mai 2012. À Göttingen comme à Montréal, cette revendication a pu se traduire par l’organisation de marches de nuit non-mixtes, en black bloc, à l’occasion du 8 mars (journée internationale de la lutte des femmes). C’est ainsi un accès à la confrontation qui est exigé, de façon à s’affirmer comme égales aux hommes, dans un milieu où la prise de risque est particulièrement valorisée.

En même temps, et paradoxalement, ces militantes se montrent très critiques vis-à-vis de cette valorisation de la prise de risque, dénonçant une héroïsation de la violence politique dangereuse pour l’ensemble des manifestants. Elles revendiquent à ce titre une pratique propre du black bloc, qui affirme le primat du groupe et de la solidarité, sur les agissements individuels, sans pour autant négliger les individualités. Ces féministes choisissent souvent de s’organiser dans des groupes d’affinité composés exclusivement de femmes (certains hommes jugés de confiance peuvent aussi être intégrés). Plus que tous les autres, ces groupes encouragent les discussions sur les états psychiques et émotionnels de chacune (en fonction des difficultés rencontrées dans la vie quotidienne) ainsi que sur les peurs, appréhensions et limites face à la violence exercée ou subie. Cette attention accordée au bien-être de chacune apparaît comme un réinvestissement du rôle féminin traditionnel (et de celui qui leur est assigné dans les black blocs). La pratique des black blocs de ces femmes balance ainsi entre une revendication de la capacité à exercer la violence politique au même titre que les hommes et une mise en avant d’une pratique particulière, féminine/féministe (les deux se superposent), du black bloc. Ces femmes revendiquent donc à la fois l’égalité avec les hommes et une spécificité féminine. Or cette position paradoxale reflète surtout la position contradictoire accordée plus généralement aux femmes en politique, sphère dans laquelle elles sont à la fois inclues car reconnues égales aux hommes, et exclues car toujours assignées à la sphère domestique. Elle est d’autant plus renforcée que les hommes ne se réapproprient pas les qualités associées au féminin.

Le cas de la manifestation de nuit du 8 mars 2014 de Göttingen est à ce titre particulièrement révélateur. Exclus de la marche de nuit, les hommes libertaires ont fait part au comité organisateur de leur volonté d’afficher leur solidarité vis-à-vis de leurs camarades féministes. Le comité leur a suggéré de faire la cuisine en attendant le retour des femmes de la manifestation. Ne trouvant pas la proposition judicieuse, ces militants ont préféré tenir des banderoles et allumer des fumigènes sur le parcours de la manifestation, ce qui supposait de leur faire part du parcours choisi, alors même que le cortège se voulait particulièrement mobile et libre de changer de direction en fonction des agissements de la police. Aussi, alors que l’organisation de ce black bloc se voulait un moment d’affirmation de la puissance des femmes, celui-ci a été contraint par le refus des hommes de rester en arrière-plan et d’assurer une tâche en général attribuée aux femmes. Face à de telles résistances, la subversion du genre via la réappropriation de la violence par les femmes des black blocs ne peut qu’être temporaire et ambivalente.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 octobre 2020.

1. Francis Dupuis-Déri, *Les black blocs : la liberté et l’égalité se manifestent*, 2016, p. 222-223. [↑](#footnote-ref-1)
2. Maxime Boidy, « Le black bloc, terrain visuel du global. Éléments pour une iconologie politique de l’altermondialisme », *Terrains/Théories* : http://journals.openedition.org/teth/834. [↑](#footnote-ref-2)
3. Geneviève Vaillancourt, *La division sexuelle du travail militant black bloc : des outils et des corps*, mémoire de maîtrise de sociologie, Université du Québec à Montréal, 2019. [↑](#footnote-ref-3)
4. Florence Johsua, *Anticapitalistes : une sociologie historique de l’engagement*, Paris, La Découverte, 2015 ; Simon Luck, *Sociologie de l’engagement libertaire dans la France contemporaine : socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1, 2008. [↑](#footnote-ref-4)
5. Pour une socio-histoire de la circulation de la tactique du black bloc, voir le mémoire de master en cours de Svilarich Camille (EHESS). [↑](#footnote-ref-5)
6. Jérémie Gauthier, Fabien Jobard (dir.), *Police : questions sensibles*, Paris, Puf Vie des idées, 2018 ; Olivier Fillieule, « L’émergence de la violence dans la manifestation de rue. Eléments pour une analyse étiologique », *Cultures & Conflits* : http://journals.openedition.org/conflits/212. [↑](#footnote-ref-6)
7. En Allemagne, ceci s’explique notamment par une volonté des féministes de se démarquer des groupes de lutte armée révolutionnaire des années 1970-80. Voir Katharina Karcher, *Sisters in arms: militant feminisms in the Federal Republic of Germany since 1968*, New-York, Berghahn Books, 2017, chap. 2. [↑](#footnote-ref-7)
8. Fanny Bugnon, *Les « Amazones de la terreur » : sur la violence politique des femmes, de la Fraction Armée Rouge à Action Directe*, Paris, Payot, 2015. [↑](#footnote-ref-8)
9. Coline Cardi, Geneviève Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012, p. 25. [↑](#footnote-ref-9)
10. Anonyme, « Histoire d’agression ou plutôt… histoire de bataille ! Réponse violente à une agression de rue », in Montreal Sisterhood, *Smash it up !,* n° 3, 2016, p. 33-34. [↑](#footnote-ref-10)